

CSE du 15 janvier 2026
Voeu intersyndical et interassociatif

FSU, CGT, SNALC, Union étudiante, SUD, CFTC, la FCPE, les Lycéens !
Pour une éducation à un numérique raisonné

Si l'on considère l'utilisation excessive d'écrans de toutes sortes comme un enjeu éducatif et de santé publique, il est nécessaire de penser l'ensemble du fonctionnement de l'Education nationale, dans ses aspects pédagogique comme administratif, à l'aune de cet enjeu.

En premier lieu, former à un usage raisonné du numérique ne consiste pas à placer les élèves devant des écrans pour des dispositifs pédagogiquement inefficaces : évaluations standardisées, certifications, « séquences numériques » pour pallier l'absence de courte durée d'un·e enseignant·e... L'utilité de la plateforme PIX elle-même pour les apprentissages est contestable.

Certifier n'est pas former. La passation de la certification PIX, notamment obligatoire pour la délivrance du baccalauréat, consacre les inégalités entre les élèves, sans prise en compte de la fracture numérique sociale et spatiale et sans jamais garantir l'accès à une culture informatique et numérique. Par ailleurs, elle aboutit trop souvent à des pressions institutionnelles sur la pédagogie des professeur·es.

Afin que les élèves puissent maîtriser l'utilisation technique et éthique de l'outil numérique et informatique, il est nécessaire de replacer cet apprentissage au sein des disciplines et des enseignements. Cet apprentissage est également au cœur de la mission pédagogique des professeur·es documentalistes.

De plus, une politique de prévention visant sincèrement à éviter une utilisation excessive du numérique devrait inclure, pour ne pas se focaliser uniquement sur les usages non scolaires :

- des recherches indépendantes sur le temps d'exposition au numérique scolaire en fonction de l'âge pour pouvoir guider les personnels dans leurs usages professionnels ;
- la création d'espaces "sans écrans" dans les écoles et établissements ;
- la valorisation d'activités non numériques ;
- la formation des personnels sur la pertinence des technologies au service des apprentissages, intégrant une réflexion critique sur l'utilisation de l'intelligence artificielle et sur la prise en compte des inégalités sociales dans l'accès au numérique.
- la revalorisation des moyens non numériques de communication avec les familles qui permettent une déconnexion des usagers autant que des agents
- un bilan des plans numériques déjà en place depuis plusieurs années comme le lycée 4.0 dans la région Grand Est.

Le droit à la déconnexion à la fin de la journée, le week-end et pendant les vacances scolaires ne doit pas se limiter aux personnels mais à l'ensemble des usager·es du service public d'éducation, élèves et parents compris, dans le but de promouvoir un usage modéré et raisonnable des outils numériques.

Enfin, la mise en œuvre de l'éducation aux médias et à l'information (EMI) est trop aléatoire en fonction des établissements. Faute de moyens, l'EMI se résume trop souvent à une inculcation de « bonnes pratiques » ou à une sensibilisation aux dangers des usages numériques. Dans tous les cas, elle ne répond pas à l'ambition de transmettre à l'ensemble des élèves une culture de l'information et des médias.

C'est pourquoi le CSE formule le voeu de la création d'une commission spéciale du CSE chargée de faire des propositions pour une éducation à un numérique raisonné.